

« Le privé est bon et le public est mauvais » !

Ainsi ironise Jo Carby-Hall (Prof. Univ. Hull) sur l'idéologie suivie par les divers Gouvernements britanniques, qui ont toujours affirmé que les objectifs de la privatisation consistaient à économiser et, en même temps, à offrir un meilleur service au public, soit un service de qualité.

La vérité est que la qualité du service est secondaire et que le but primordial consiste à économiser à tout prix. Il en résulte – d'après le « Efficiency Unit » de 1997 du gouvernement britannique - que le public ressent une détérioration des services à cause du manque de ressources, du personnel peu qualifié, d'un service plus lent, du manque de flexibilité, du moral bas des fonctionnaires, d'une mauvaise communication entre les Départements, du manque de personnel, de savoir et de savoir-faire parmi les employés du secteur privé qui travaillent pour le gouvernement ou une de ses agences.

En définitive, les soucis de qualité et des besoins se sont retrouvés au bas de la hiérarchie des préoccupations politiques des divers gouvernements. C'est en tout cas ce que confirme le rapport du « Efficiency Unit » du gouvernement britannique qui met en doute la présomption selon laquelle le secteur privé peut être plus efficace que le secteur public.

Plus grave encore, la « rançon » de ces mesures est, en général, en termes du droit du travail, au détriment du fonctionnaire public de plusieurs points de vue : salaires, promotion, manque de sécurité par exemple pertes de postes, peur due aux restructurations constantes, absence de motivation, moral au plus bas, peu de valorisation, etc.

Enfin, cerise sur le gâteau, le coût réel de la « privatisation » dans le "civil service" pendant les années 1992 à 1995 s'est élevé selon le "Competing for Quality – Policy Review" de 1997 (voir aussi Market Testing Bulletin Special Report, 27 juin 1995), à £ 90,7 millions par an, tandis qu'à l'origine, l'estimation de cette transformation n'était que de £ 23 millions par an !

Tout compte fait, rien d'étonnant à tout cela, lorsqu'on fait un parallèle avec le brillant exercice de l'IUKB et de ses dirigeants ex-ministres et ténors des vertus de l'entrepreneuriale gestion privée...

Voir l'article "**IUKB**" (Institut universitaire Kurt Bösch) paru le 13 mars 2008 dans le Nouvelliste